



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1448

26 juin 2020

- **Économie : La décision de la Banque centrale sur le paiement en gourdes des transferts internationaux cible les couches sociales les plus faibles, selon l'économiste Emmanuela Douyon**
- **Santé : Au Brésil et au Chili les migrants haïtiens frappés par la pandémie de Covid-19, comme les nationaux**
- **Covid-19 : Vers une plus grande utilisation des téléphones portables dans les transactions des coopératives en Haïti**
- **Agriculture : Les productrices et producteurs affectés par la baisse du prix du café, en période de Covid-19**

>> **Économie : La décision de la Banque centrale sur le paiement en gourdes des transferts internationaux cible les couches sociales les plus faibles, selon l'économiste Emmanuela Douyon**

La Banque centrale (Banque de la république d'Haïti) a annoncé le 23 juin, le report de l'entrée en vigueur de sa disposition institutionnelle, au lundi 3 août dans une correspondance adressée aux responsables des banques et des maisons de transferts. Dans une circulaire en date du 19 juin 2020, la BRH a invité les maisons de transferts à payer les transactions internationales en gourdes, si la ou le bénéficiaire les réclame dans n'importe quels bureaux sur le territoire national. Par contre, il ou elle recevra son argent en dollars américains si le dépôt est effectué sur son compte bancaire en dollars. Cette disposition continue de susciter des remous dans la population. Les transferts internationaux ont un coût beaucoup moindre que les dépôts effectués par virements bancaires de comptes à comptes. Seules les personnes les plus faibles du pays subiront le poids de cette restriction sur les transferts d'argent. Cette décision n'est pas dans l'intérêt des plus faibles du pays, critique Emmanuela Douyon, dans une interview accordée à l'agence en ligne AlterPresse. Face à la dégringolade historique de la gourde, les autorités ont décidé d'imposer de sévères restrictions sur le fonctionnement des maisons de transferts. Cette

mesure ne favorise pas l'équité sociale par le simple fait qu'une catégorie de personnes pourrait encore recevoir ses transactions en dollars américains, via leur comptes bancaires. Les autorités monétaires n'ont pas pris en compte tous les autres paramètres de l'économie haïtienne, dont la dollarisation. Toutes les transactions se font en dollars américains. « Cette décision ne concerne que les maisons de transferts. Pourtant, ce pays fonctionne en dollars américains et toutes les institutions sont libres de fixer leur taux du jour. Est-ce qu'il ne devrait pas y avoir une mesure, pour contraindre aussi les institutions à fixer les prix de leurs produits en gourdes, avant tout ? », s'interroge l'économiste. Emmanuela Douyon recommande des actions en amont pour atténuer la dépréciation de la monnaie nationale. Cette mesure « injuste et discriminatoire » vise à favoriser l'oligarchie économique, au détriment de la grande majorité de la population, s'indigne l'Observatoire haïtien des droits humains (OHDH). La classe économique dominante et certains hauts dignitaires du pouvoir politique ont, non seulement, des actions dans certaines banques, mais disposent aussi de maisons de transferts. Cette décision va accroître les

inégalités et la pauvreté extrême dans le pays. La majorité des activités économiques (paiements de loyers et d'écolages, location de voitures et chambres d'hôtels, restaurants, achat de matériels de toutes sortes, entre autres) se font en dollars américains. L'Observatoire invite la population

haïtienne à exercer son droit de révolte contre l'une des pires violations des droits fondamentaux de la personne humaine.

>> Santé : Au Brésil et au Chili les migrants haïtiens frappés par la pandémie de Covid-19, comme les nationaux

[Étant déjà en difficulté à cause de leur situation irrégulière, ils sont aussi touchés par la maladie au Brésil, 2e pays le plus affecté au monde \(derrière les États-Unis d'Amérique\) par la pandémie.](#) De plus, ils n'ont pas accès à des programmes de soins de santé, explique Géralda Sainville, responsable de communication à la plateforme Groupe d'appui aux rapatriés et aux réfugiés (GARR), qui intervenait, le 23 juin, à l'émission *FwoteLide* sur AlterRadio. Une pétition a été signée au Brésil, pour demander aux autorités de faciliter l'accès aux soins de santé à toutes personnes, y compris les migrants. Certains sont pourtant en première ligne dans la lutte contre le virus, en apportant leur support pour sauver des vies. Le Garr exprime ses inquiétudes par rapport aux difficultés auxquelles sont confrontés ces migrants haïtiens. Au Chili, des actions racistes et violentes sont exercées dans certains quartiers, contre les migrants haïtiens atteints de Covid-19. Des Chiliens les accusent même d'apporter la maladie. En République Dominicaine, les ressortissants haïtiens sont également nombreux à être touchés par la pandémie. A cause du racisme subi dans ce pays, les migrants ont beaucoup de difficultés à trouver des accompagnements. Cette situation a occasionné un flux migratoire de 60 000 personnes vers Haïti depuis plus de deux mois. Aucune réponse officielle de l'ambassade d'Haïti à Santo Domingo n'a été donnée aux démarches du GARR. Ce sont plutôt des organisations de la société civile comme Movimiento de mujeres dominico-haitianas (MUDHA), qui ont apporté leur support aux migrantes et migrants haïtiens. 144 000 personnes, dont 98% de migrants haïtiens, ont perdu leurs emplois en territoire voisin, selon les données de l'Organisation internationale pour les migrations en République Dominicaine. Les autorités dominicaines ont déployé plus de 10 000 militaires sur la frontière, pour avoir un contrôle et éviter que les ressortissants haïtiens retournent en République Dominicaine, en cas d'aggravation de la situation en Haïti. Malgré ces mesures sécuritaires les va-et-vient continuent le long de la frontière haïtiano-dominicaine. Concernant les personnes rapatriées des Bahamas, il n'y a pas d'information sur celles qui seraient atteintes du nouveau coronavirus. De son côté, [l'Office de la protection du citoyen critique le manque de dynamisme du gouvernement, face à la situation irrégulière de compatriotes vivant à l'étranger, particulièrement dans certains pays du continent américain et des Caraïbes.](#)

>> Covid-19 : Vers une plus grande utilisation des téléphones portables dans les transactions des coopératives en Haïti

Selon Nonais Dérisier Sainclair, consultant et militant dans le mouvement des coopératives, la crise de la pandémie de Covid-19 pousserait les gens à utiliser davantage les téléphones portables dans la branche des coopératives. [« On ne connaît pas les changements que le coronavirus va porter à travers le monde et en Haïti. Mais, il est clair que des pratiques vont changer et accélérer, notamment, la digitalisation, le numérique ».](#) On utilisera davantage les téléphones cellulaires pour n'importe quelles transactions. Depuis quelques temps, l'Association nationale des caisses populaires haïtiennes travaille sur les possibilités d'opérer des transferts via le téléphone mobile à travers *Kès pa m*, un mobile banking à travers lequel on pourra ouvrir un compte, faire des transferts ou acheter. La *Koperativ tèt ansanm pou lavi miyò*, également partie prenante de *Kès pa m*, cherche aussi à expérimenter une carte de débit pour permettre à ses sociétaires de faire des retraits, via des ATM (Automated teller machines = distributeurs automatiques de billets), sans être obligés d'aller dans un bureau de la Coopérative. Nonais Dérisier Sainclair met en garde contre les grandes entreprises internationales qui contrôlent le marché et profiteraient de la technologie pour s'enrichir. Il espère que le coût de la solution digitale qui sera mise en place dans le milieu populaire haïtien, pour faire l'inclusion financière, ne sera pas trop élevé pour la population.

>> Agriculture : Les productrices et producteurs affectés par la baisse du prix du café, en période de Covid-19

« Le nouveau coronavirus a provoqué un dérangement total. Cette situation a poussé les clients à réviser à la baisse le prix d'achat du café, au niveau international », regrette Pétuel Azor, président de la Coopération des coopératives de planteurs de café dans l'arrondissement de Belle-Anse (Coopcab). [...] Suite à la diminution du prix du café sur le plan international, et même au niveau local, des paysans ont coupé les caféiers. [\[Suite\]](#)